
COMPTE RENDU

E.M. Mouhoud, L'immigration en France, Fayard, 2017, 195 p.

El Mouhoub Mouhoud nous propose un ouvrage sur l'immigration simple à lire, dénué de l'appareillage statistique et économétrique qui accompagne généralement les travaux empiriques en économie, mais qui mobilise cette littérature pour en dégager les conclusions les plus manifestes. Le plan du livre est d'une grande clarté. Une première partie énonce et discute « quinze mythes sur les migrations » souvent véhiculés qu'il met en regard des résultats des recherches menées en France et à l'étranger. De là, l'auteur avance, dans une seconde partie, des pistes pour une politique française et européenne en matière d'immigration.

Comme le dit E.M. Mouhoud en introduction, « loin des plaidoyers pour ou contre les migrations ou les migrants, c'est à ces nombreuses questions, quelquefois dérangeantes, toujours précises, que ce livre tente de répondre. Il propose une mise en perspective des recherches des dix dernières années pour alimenter un débat public parfois interdit, souvent tronqué [...] Il traite de l'ensemble des effets économiques sur les pays d'accueil en focalisant l'attention sur la France et les pays européens ». En parallèle, « Les conséquences des migrations internationales sur les pays d'origine, qui sont d'une ampleur beaucoup plus grande que leurs effets sur les pays d'accueil, sont également analysées » (p. 16).

L'analyse des quinze mythes forme autant de chapitres dans la première partie : (1) La France est un grand pays d'accueil ; (2) La France est généreuse dans l'accueil des réfugiés humanitaires ; (3) La France accueille « toute la misère du monde » ; (4) L'immigration familiale est improductive ; (5) Les migrants qui arrivent ne sont ni qualifiés ni utiles à l'économie française ; (6) L'immigration sélective répond aux besoins du marché du travail ; (7) La France n'envoie pas de travailleurs détachés mais en reçoit beaucoup ; (8) Les immigrés font baisser les salaires et dégradent le marché du travail ; (9) Les immigrés profitent des budgets sociaux ; (10) L'immigration est la solution pour payer les retraites et contrecarrer le vieillissement de la population française ; (11) C'est l'immigration qui tue l'intégration ; (12) Le libre-échange de marchandises et le « codéveloppement » peuvent freiner l'incitation à émigrer vers les pays riches ; (13) Les transferts d'argent des migrants ne servent pas le développement ; (14) La fuite des cerveaux affecte peu les pays pauvres ; (15) Les « migrations circulaires » sont une solution pour réguler les migrations internationales.

Ces clichés sont passés au crible des études de chercheurs, économistes essentiellement, reconnus par leurs travaux, dont celles de l'auteur lui-même. On peut relever, sans entrer dans le détail, quelques faits vérifiés statistiquement qu'énonce dans cette partie E.M. Mouhoud.

Les migrations internes (interrégionales dans un pays) représentent trois à quatre fois les migrations internationales, qui représentent 3,3 % de la population mondiale en 2015. En France, les migrations liées à la libre circulation des ressortissants européens représentent 34 % de l'immigration. Depuis 1974, les flux de migration de travail sont devenus relativement faibles, tandis que les migrations liées au regroupement familial se sont poursuivies, d'où leur nombre qui apparaît relativement plus important. L'immigration a un effet mineur sur les salaires et l'emploi des autochtones car ces deux catégories ne sont pas en concurrence mais plutôt en complémentarité sur les types de poste et de tâche exécutés, et d'autant pour les emplois peu qualifiés. Dans certains secteurs comme le bâtiment ou la construction, les migrants récents peuvent surtout concurrencer les travailleurs des anciennes vagues d'immigration. Concernant

les finances publiques et la protection sociale des pays d'accueil, si les populations immigrées d'origine extra-européenne semblent bénéficier un peu plus des aides sociales que les natifs, c'est la situation contraire qui prime pour les pensions de retraite et les dépenses de santé, car les migrants sont surreprésentés dans les tranches d'âge de 25 à 60 ans, dans lesquelles ils contribuent plus qu'ils ne reçoivent. Sur l'origine des migrants, plus un pays est pauvre, moins il envoie de migrants mais plus la part des personnes et des femmes qualifiées est importante. De manière générale, la fuite des cerveaux (*brain drain*), l'auto-sélection par le revenu des candidats à l'émigration, la surreprésentation des diplômés de l'enseignement supérieur caractérisent fortement les migrations vers les pays de l'OCDE.

L'auteur consacre plusieurs chapitres aux transferts de fonds des migrants dans leur pays d'origine, leurs modalités et leurs effets ambigus sur le plan macroéconomique (apport de devises, soutien à la consommation et au financement d'investissements, amélioration du capital humain *versus* effets pervers sur la croissance, diminution de l'effort de production, risque de « syndrome hollandais »...) et nettement positifs sur le plan microéconomique (réduction de la pauvreté, amélioration des conditions de vie, développement de l'éducation des enfants et particulièrement de la scolarisation des filles...).

Six propositions de politique d'immigration sont étayées dans la seconde partie. Il s'agit de pistes évoquées avec prudence plus qu'un catalogue de mesures définitives. Par exemple, réduire sensiblement les prélèvements des organismes qui opèrent les transferts de fonds des migrants. Ou encore associer davantage une partie de l'aide publique au développement aux projets collectifs de transferts d'argent par les associations de migrants en direction de leur village pour réaliser des travaux d'infrastructures collectives. Nous laissons au lecteur le soin de découvrir les différentes pistes évoquées par l'auteur et leur mise en perspective.

Un regret concernant cet ouvrage, l'aspect localisation des immigrés, leur forte concentration dans certaines zones et les conséquences sur le plan socio-économique, ne sont pas traités. L'auteur en est conscient et évacue ces aspects pour deux raisons (p. 182). (i) les déséquilibres régionaux et la ségrégation territoriale à la périphérie des grandes agglomérations renvoient aux échecs des politiques structurelles du marché du travail, de l'aménagement du territoire, du logement et de la politique scolaire. C'est atteler un peu rapidement ce problème aux politiques d'intégration sans discuter des conditions de développement des économies locales et de la « capacité d'absorption » de ces populations. (ii) Surtout, nous dit allusivement l'auteur, ce type d'inégalités est encore insuffisamment étudié et documenté¹. Il est net que les différentes analyses menées en économie géographique du développement et autres ont été peu transposées dans cette problématique et qu'un courant de recherche sur ces aspects territoriaux mériterait d'être creusé.

En conclusion, il faut insister sur l'intérêt de cet ouvrage consacré à l'immigration pour sa clarté d'exposition, offrant à la fois une vulgarisation intelligente et une synthèse de nombreux travaux académiques, et pouvant susciter de nombreuses pistes de réflexion et d'analyse pour les chercheurs.

Maurice Catin

¹ On peut tout de même signaler un essai de revue interprétative donné par Ethan Lewis et Giovanni Peri, « Immigration and the economy of cities and regions », NBER Working Paper 20428, 2014 ; repris dans G. Duranton, J. V. Henderson and W. C. Strange (eds.), *Handbook of Regional and Urban Economics*, Vol. 5, Elsevier, 2015, chapitre 10. On peut consulter aussi P. Nijkamp, J. Poot, J. Bakens (eds.), *The economics of cultural diversity*, Edward Elgar, 2015, et le compte rendu de cet ouvrage par A. Cooke, *Journal of Regional Science*, 56, 5, 2016.

Charlie Karlsson, Martin Andersson, Lina Bjerke (eds), Geographies of Growth - Innovations, Networks and Collaborations, Edward Elgar, 2017, 460 p.

Cet ouvrage publié chez Edward Elgar est le cinquième, dans la collection *New Horizons in Regional Science*, dirigé (en collaboration) par Charlie Karlsson. Il est issu d'un colloque, le XVII^e Symposium d'Uddevalla, en Suède en 2014. Le livre réunit 14 contributions de 28 auteurs, dont la moitié sont suédois, 5 danois, 3 hollandais, 3 autrichiens, 2 américains et un allemand. Les études empiriques portent pour plus de la moitié sur des régions suédoises ou danoises.

Après l'introduction générale, les chapitres qui s'empilent comme des articles sont classés en quatre grandes parties : (i) géographie des mutations structurelles, emploi et productivité, (ii) géographie de l'entreprenariat, (iii) géographie de l'innovation, coopération et croissance, (iv) essaimage (*spin-off*) des universités : contraintes et défis.

Dans le chapitre introductif, les coordinateurs indiquent les grandes lignes de force de l'ouvrage. La géographie de la production et des échanges est aujourd'hui complètement différente d'avant les années 1990. La production et les échanges sont le fruit désormais des régions urbaines. Les grandes régions urbaines sont devenues le moteur de la croissance économique. Elles assurent l'essentiel des fonctions de recherche-développement et des activités de service supérieur, des réseaux d'information et de connaissance, au détriment de nombreuses petites régions confrontées à des problèmes d'emploi, de départ d'activités et de main-d'œuvre, notamment qualifiée. Quelles sont alors les opportunités de croissance ou de reconversion que les régions de plus petite taille peuvent exploiter ? Karlsson, Andersson et Bjerke distinguent et discutent le rôle respectif des politiques de développement, verticales et horizontales. Les politiques verticales s'appuient sur le développement de clusters ou d'activités spécifiques, avec les risques d'une spécialisation qui peut s'avérer à terme une voie de garage. Les stratégies de développement horizontales s'appuient sur des politiques générales d'éducation, d'amélioration des infrastructures de transport et de communication... Ces deux types de politique retrouvent, sans que les auteurs y fassent allusion, le vieux dilemme – largement débattu dans les pays en développement – entre politiques initiales de croissance « déséquilibrée » (basée sur des activités directement productives) ou de croissance « équilibrée » (à partir de la réalisation d'infrastructures économiques et sociales) évoquées par Hirschman (1958) !

Les quatre parties de l'ouvrage sont relativement indépendantes et même les chapitres au sein de chaque partie. Les « géographies de la croissance » données en titre indiquent plus une pluralité de trajectoires régionales ou de thématiques particulières qu'elles caractérisent une unité d'analyses, de méthodes, de résultats ou de politiques. En bref, la logique du livre n'est pas claire, il est proposé une collection d'articles dont, mis ensemble, la cohérence fait défaut.

Ceci étant, l'ouvrage n'est pas dénué d'intérêt. Selon les articles, il offre des revues de littérature précises, un éventail d'approches conceptuelles ou méthodologiques. Il ouvre des pistes de recherche qui peuvent être intéressantes.

Sur ce dernier point, je soulignerai par exemple le rôle des caractéristiques individuelles et des caractéristiques régionales – prenant en compte des indicateurs de spécialisation et des indicateurs de variété reliée et non reliée – sur la pérennité des entreprises individuelles (*survival of self-employed firms*) (chap. 8), l'approche sur la disparité de convergence des pays, des secteurs et des régions européennes (chap. 5), le rôle des dotations factorielles et des coûts de transaction dans l'établissement des chaînes de valeur par l'industrie suédoise (chap. 10), l'impact de la concentration de la classe créative sur la créativité à partir d'une analyse multiniveau introduisant des concepts de la psychologie sociale (chap. 13).

De ce point de vue, il apparaît que la diversité et l'originalité des approches présentées dans cet ouvrage pourront s'avérer utiles à des étudiants avancés et à des chercheurs travaillant sur l'économie des territoires.

Maurice Catin
LEAD, Université de Toulon